

CANNONDALE - SCOTT - TREK...
VELOS ELECTRIQUES

FunWay

VELOS 

LA GARDE bordure autoroute
04 83 42 52 87 derrière Grand Var

UN PREMIER TOUR SI PARTICULIER



23 %

La Seyne
Willemot résiste



44 %

Six-Fours
Vialatte se rassure

Bandol

Le duel



Sanary

Du premier coup



68 %

Le Beausset

La surprise E. Friedler



41 %

TOUS
LES RÉSULTATS
COMMUNE
PAR COMMUNE
PAGES
2 À 35

- Saint-Cyr : large avance pour P. Barthélemy, mais...
- R. Castell, nouveau maire du Castellet ● Signes : H. Verduyn en tête.
- B. Monier (Evenos) et R. Jourdan (La Cadière) réélus.

tour dans le Var

La « coronabstention » vide les bureaux de vote

Dans le contexte sanitaire actuel, fallait-il maintenir le premier tour des élections municipales à la date du 15 mars ? À l'évidence, si l'on s'en tient au seul taux d'abstention record – plus de 50 % dans le Var –, la réponse est non. Ni les mesures d'hygiène drastiques (notamment l'utilisation obligatoire de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie du bureau), ni le Président de la République, qui a pourtant donné l'exemple en allant voter au Touquet à la mi-journée, n'ont visiblement réussi à rassurer les électeurs. Ces derniers, sans doute effrayés par les mesures annoncées samedi soir par Édouard Philippe – la fermeture de tous les commerces « non essentiels » –, n'ont en effet pas pris le risque de s'exposer au coronavirus.

Pas plus risqué que d'aller faire ses courses

Hier matin pourtant, à l'ouverture des bureaux de vote à 8 h 00, rien ne laissait présager une telle désertion. À l'école des Trois Quartiers à Toulon, il était même difficile de trouver où se garer. Il est vrai que la place de Vert Coiteau n'était dans un premier temps pas accessible aux voitures. « Les électeurs qui viennent généralement tôt le matin n'ont apparemment rien changé à leurs habitudes », commente alors Hélène Audibert, présidente de l'un des bureaux de vote.

Et effectivement, à la sortie des urnes, les électeurs matinaux n'avaient pas beaucoup



En dépit des mesures sanitaires mises en place, les électeurs varois ont été une minorité à se déplacer dans les bureaux de vote hier. (Photo Luc Boutria)

d'états d'âme. « J'aurais compris si les élections avaient été repoussées à cause de la pandémie, mais j'ai plutôt confiance dans les autorités. Je n'ai donc pas du tout hésité à venir voter », confie Alain. Nicole affiche la même sérénité. « Je ne prétends pas que le coronavirus est sans danger, mais il me semble plus risqué d'aller faire mes courses que de venir voter dans un bureau où du gel est mis à disposition. C'est sans appréhension que j'ai exercé mon devoir de citoyenne ».

À plus de 60 ans, Anna, elle, avoue « avoir ressenti un petit coup de stress » samedi soir à l'écoute du Premier ministre. Mais la raison l'a finalement emporté : « J'ai pris mon propre stylo pour l'émargement

et j'ai respecté toutes les consignes sanitaires. La vie ne va pas s'arrêter », lâche-t-elle. En centre-ville, au collège Pagnol, Marie-Françoise n'a rien laissé au hasard. « Pour ne prendre aucun risque, j'ai préparé mon bulletin de vote à l'avance. J'ai enfilé des gants en latex et opté pour un foulard plutôt qu'un masque ».

Pas vraiment d'enjeux

Mais force est de constater que ces électeurs inébranlables sont une minorité. Ainsi, rencontrés sur le port de Toulon, Sophie et Eric ne sont pas allés voter. « Une première », confie l'homme. Avant de s'expliquer : « Les municipales auraient pu être reportées. Vu la pandémie, il n'y avait pas d'urgence à les maintenir coûte

que coûte ». Sophie ajoute : « On a l'impression qu'il y a une politique sanitaire et une politique politicienne ».

Julie avait d'abord prévu d'aller voter. Mais les annonces d'Édouard Philippe lui ont fait « prendre conscience de la dangerosité de l'épidémie ». Enceinte de huit mois, la jeune femme a préféré ne pas prendre de risque. « Surtout à Toulon, où Hubert Falco a toutes les chances d'être réélu ». Le pronostic était bon... Quant à Marguerite et Pierre, ils ont écouté les conseils de leur médecin : « Vu notre âge, plus de 80 ans, il nous a recommandé de sortir le moins possible. On s'est donc abstenu ».



L'ÉDITO

de
MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Une union nécessaire

Le temps de l'union est venu. Certes, le mot « union » est presque un gros mot dans le monde politique. Et pourtant, oui, l'union est désormais nécessaire, après un scrutin complètement dominé par la crise sanitaire sans précédent qui frappe la France. Le temps n'est plus de savoir si oui ou non, il fallait organiser un premier tour des Municipales dans cette phase de l'épidémie. On sait que le conseil d'experts médicaux, dont s'entourent le gouvernement et le Président, n'avait pas, en milieu de semaine dernière, donné d'avis négatif. On sait aussi que, consultée par Emmanuel Macron, une partie de l'opposition dont le Président du Sénat, Gérard Larcher, s'était élevée contre un report, qu'il considérait comme quasiment anti-démocratique. Mais quarante-huit heures plus tard, les cas de coronavirus ont flambé en France et, tout en décidant la fermeture de tous les lieux de réunion, le Premier ministre a dû rappeler, sur un ton sévère, aux

« Quand peut-on, institutionnellement et médicalement, envisager un second tour ? »

Français que le meilleur rempart à la maladie, c'était le comportement civique de chacun d'entre eux. Jusqu'au milieu de la nuit, samedi, après l'intervention nécessaire

d'Édouard Philippe, l'Elysée s'est posé la question du report du premier tour. Trop tard. Et trop tard aussi pour les électeurs dont une grande majorité, pour la première fois dans des élections municipales, a choisi l'abstention. Heureusement pour les Français, il n'y a pas eu, dimanche soir, de véritable empoignade à ce sujet sur les plateaux. La seule question qui s'est posée est celle de la tenue du deuxième tour, la semaine prochaine, dans une phase de l'épidémie sans doute pire.

Et sur ce point, une fois n'est pas coutume, les politiques, de tous bords sont à peu près tombés d'accord sur la procédure proposée par Édouard Philippe : après avis des mêmes experts médicaux, tous les représentants des partis seront consultés par Matignon pour envisager ensemble la suite des opérations. Quand peut-on, institutionnellement et médicalement, envisager un second tour ? Que faire, dans ce cas des élus dès le premier tour ? Faudra-t-il tout recommencer ? A la classe politique, dans cette situation exceptionnelle, de trouver une réponse exceptionnelle.

P.-L. P.

plpages@varmatin.com